

La guerre numérique.

Le numérique prospère. La guerre économique guette.

Il y a pratiquement 7 milliards d'abonnés au téléphone portable et 3 milliards d'internautes dans le monde. En moins de 20 ans, les médias numériques se sont développés. Avec les réseaux sociaux (web 2.0) et la convergence de plus en plus forte avec la télévision et les tablettes (web 3.0), de grandes entreprises multinationales dominent l'économie, comme Microsoft, Apple, IBM, Samsung, Amazon, Facebook, etc. Après les pays industrialisés, ce sont les pays émergents qui deviennent le vecteur de cette croissance. Selon l'UIT, les pays riches détenaient encore 56% des internautes en 2006, alors qu'en 2011, ce pourcentage se réduisait à 38%. Chaque jour, on dénombre 181 milliards de messages électroniques, 3,5 milliards de recherches sur Google et 546 millions de tweets. Avec tous ces nouveaux supports, Ignacio Ramonet déclare que nous sommes passés d'une époque de médias de masse à celle de masse de médias. La société de la communication permet le développement de l'économie directe par la vente de matériels et de contenus ainsi que l'économie indirecte par un soutien à d'autres secteurs, via la publicité.

Depuis des années, les Etats-Unis dominent ce secteur, surtout par les contenus. L'industrie du matériel est essentiellement japonaise, coréenne, chinoise et européenne. IBM, Apple, Microsoft, Facebook avec 1,15 milliards d'utilisateurs dans le monde représentant 50% des internautes actifs, Google, Google +, captant 26% des internautes actifs, Youtube regroupant 25% de ceux-ci et permettant de visionner 4 milliards de vidéos par jour et enfin Twitter avec 22% d'internautes et ses 546 millions de tweets quotidiens sont tous américains. La publicité migre petit à petit de la télévision vers Internet et finance les réseaux sociaux. Selon l'OMC, chaque année, les 10 premiers films les plus regardés sont aussi américains. En Europe, les films américains attirent 70% des entrées en salle et 60% des séries diffusées sur les chaînes de télévision sont américaines. Cette industrie favorise, surtout en Europe, l'American Way of Life favorable au développement de l'économie américaine.

En 1953, John Foster Dulles, Secrétaire d'Etat déclarait que la politique étrangère américaine devrait passer par la communication. Tant durant la guerre froide qu'après celle-ci, les Américains ont investi massivement dans ce domaine et s'en sont servis à des fins militaires et ensuite économiques. Aujourd'hui, nous vivons une guerre économique via la communication et l'espionnage numérique. La NSA existe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Elle a d'abord servi à des fins militaires et depuis la chute du mur de Berlin, elle s'est reconvertie, avec les autres agences de renseignements, dans l'espionnage économique. La NSA espionne tout et tout le monde à des fins sécuritaires ainsi qu'économiques. A la fin des années 1990, le Parlement européen a rendu un rapport très critique sur le rôle de la NSA et de son programme Echelon. En 2000, la NSA était capable d'intercepter 3 milliards de communications électroniques par jour. Aujourd'hui, elle en est à 7,4 milliards. Cet espionnage est aidé sur le territoire américain, par la présence des 70% des serveurs internet les plus puissants au monde et de super calculateurs dont la capacité est trois fois supérieure à celle, réunie, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, du Japon et de la Chine. Les Etats-Unis fournissent ainsi au War Room, les informations nécessaires pour développer une stratégie politico-économique mondiale. Ce Cabinet de guerre a été créé par le

« Presidential Executive Order 12382 » de Bill Clinton et regroupe les services de renseignements ainsi que les 28 plus grosses multinationales américaines. D'autres pays, comme la Chine, développent des techniques similaires, mais l'Europe, divisée et parfois alliée des Etats-Unis dans ce domaine, est incapable de développer un tel système.

Cette guerre numérique est, en définitive, un danger pour l'économie européenne et ses entreprises. De plus, elle représente un danger pour la démocratie dans un monde de plus en plus connecté et contrôlé.

Michel Hermans

Politologue, spécialiste des impacts managériaux de la mondialisation et de la communication

Professeur à HEC-Ecole de Gestion de l'Université de Liège

Michel.Hermans@ulg.ac.be